



## Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2019/2020

### Performances opérationnelles affectées par la crise sanitaire

### Situation financière solide

- **Chiffre d'affaires : 183,6 M€ (-17,3%)**
- **EBITDA : 29,8 M€, soit une marge de 16,2%**
- **Résultat net : -3,9 M€**
- **Situation financière solide (gearing de 0,2x et effet de levier de 1,7x)**

---

Paris, le 16 juillet 2020, 18h,

Lors de sa réunion du 15 juillet 2020, le conseil de surveillance du Groupe Partouche a examiné les comptes audités du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2019-20 (novembre à avril), après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire.

#### **Performance opérationnelle affectée par la crise sanitaire, situation financière solide**

Compte tenu de la pandémie de la Covid 19, l'activité du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice en cours a été pénalisée par l'arrêt des activités du Groupe à partir de la mi-mars, à l'exception des paris sportifs et jeux online en Belgique.

Sur la période, le Produit Brut des Jeux (PBJ) enregistre une baisse de -20,6% à 261,6 M€ et le chiffre d'affaires (CA) de -17,3% à 183,6 M€.

Il convient cependant de distinguer deux indications d'activité sur la période : hors paris sportifs et jeux online en Belgique, le PBJ a enregistré une croissance satisfaisante de +5,1% entre le 1<sup>er</sup> novembre 2019 et la fermeture des casinos français et étrangers à la mi-mars, par rapport à la même période de l'année précédente ; en outre, en neutralisant Boulogne-sur-Mer, présent dans le périmètre en N-1 et dont l'exploitation s'est arrêtée le 27 juin 2019, la croissance du PBJ s'élèverait à +6,3 %.

L'EBITDA<sup>1</sup> du Groupe recule à 29,8 M€, contre 44,8 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2019. Cette baisse est toutefois atténuée par la première application de la norme IFRS 16 sur ce semestre, qui a pour effet mécanique d'améliorer l'EBITDA de 7,3 M€.

Le résultat opérationnel courant (ROC) atteint 0,3 M€, contre 23,3 M€ un an plus tôt, contraction directement corrélée à l'arrêt d'activité et donc du chiffre d'affaires à compter de la mi-mars.

Par activité, le ROC du secteur casinotier atteint 6,6 M€, contre 27,1 M€ en 2019 affecté par la fermeture de l'ensemble des casinos du Groupe à compter de la mi-mars, à l'exception du Casino d'Aix-en-Provence qui bénéficie de ses travaux de rénovation dont la 1<sup>ère</sup> phase s'était achevée début avril 2019 et dont le ROC est quasi stable (-0,1 M€).

Le ROC déficitaire du secteur « Autres » s'amplifie à -4,7 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (vs -2,3 M€ au S1 2019), de manière mécanique, avec l'accroissement des amortissements et dépréciations lié à l'application de la norme IFRS 16 pour -2,0 M€.

---

<sup>1</sup> Avertissement : les comptes intègrent la première application de la norme IFRS 16, « contrats de locations » dont les impacts sont présentés en annexe du présent communiqué et détaillés dans l'annexe aux comptes consolidés semestriels (note 2.1.2)

Enfin, le ROC du secteur hôtelier se détériore légèrement à -1,7 M€ contre -1,4 M€ en 2019, pénalisé par les travaux de rénovation de l'Aquabella à Aix-en-Provence.

Le résultat opérationnel non courant est une charge nette de -2,7 M€, contre une charge nette de -1,9 M€ au S1 2019. En 2019, la charge était notamment composée du coût estimé de la restructuration en cours du Pasino d'Aix-en-Provence et de l'arrêt de l'activité de l'Hôtel 3.14. Des dépréciations des écarts d'acquisition constituent l'essentiel de la charge nette du semestre et sont composées des dépréciations opérées (-2,7 M€).

Au final, le résultat net est une perte de -3,9 M€ contre un bénéfice de 16,6 M€ au 30 avril 2019, après prise en compte des éléments suivants :

- un résultat financier -0,8 M€ (contre -0,4 M€ au S1 2019), impacté par l'application de la norme IFRS 16 (pour un montant de -0,6 M€), tandis que la baisse des frais financiers nets hors IFRS 16 se poursuit. Ceux-ci bénéficient d'un taux d'intérêt moyen semestriel légèrement plus faible ;
- une charge d'impôts (CVAE incluse) en baisse significative (-0,6 M€ contre -4,2 M€ en S1 2019), compte tenu notamment de la baisse des impôts exigibles en raison de l'activité du Groupe à la mi-mars ;
- la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (-0,1 M€)-

Par ailleurs, l'impact de l'application de la norme IFRS 16 sur le résultat net consolidé est non significatif (-0,1 M€).

Avec une « trésorerie nette de prélèvements » de 78,9 M€, des capitaux propres de 384,1 M€ et « un endettement net » de 89,9 M€ (construit en conformité avec les termes du contrat du crédit syndiqué, selon l'ancien référentiel IAS 17, hors IFRS 16), la structure financière du Groupe demeure très saine et solide.

## **ÉVÈNEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES**

### **Acquisition du Club Berri**

Le 29 mai 2020, Groupe Partouche a fait l'acquisition, principalement auprès de la société Delahaye & Co, de 95% des titres de la société CLUB BERRI SAS.

Groupe Partouche dispose ainsi d'un club de jeux à Paris, complétant son maillage territorial.

« Club Berri » est situé au 11 rue de Berri, à deux pas des Champs-Élysées, dans les anciens locaux du Cercle Gaillon, une adresse mythique du jeu à Paris réputée pour son cadre et sa clientèle de qualité. Depuis mi-octobre 2019, « Club Berri » a été le 6<sup>ème</sup> club de jeux parisien ayant reçu une autorisation d'exploitation, parmi les 8 autorisés à ce jour. Le club a rouvert ses portes le 24 juin.

### **Réouverture des casinos**

L'ensemble des casinos du Groupe ont rouvert leurs portes : le 2 juin en France, le 4 juin en Tunisie, le 6 juin en Suisse et le 1<sup>er</sup> juillet en Belgique, en respectant un protocole sanitaire strict. Seules les machines à sous et les formes électroniques de jeux traditionnels ont été proposées dès la réouverture. Les jeux de table traditionnels sont réexploités progressivement et de nouveau accessibles en France depuis le 22 juin.

Les activités machines à sous et jeux traditionnels électroniques ont repris dans une tendance très satisfaisante.

### **Prêt Garanti par l'Etat**

Dans le contexte de crise sanitaire, un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) a été octroyé par les banques partenaires du Groupe le 5 juin 2020 pour un montant de 19,5 M€, venant ainsi conforter sa trésorerie et permettre de soutenir pleinement la reprise de ses activités.

### **Lancement de la plateforme de jeux online en Suisse**

Le Conseil Fédéral a étendu la concession du casino de Meyrin en Suisse, ce qui lui permettra d'exploiter des jeux de casino en ligne. Le lancement est prévu pour la fin de l'été 2020, sous la marque Pasino.ch.

## Ostende

La municipalité a récemment attribué à nouveau la future concession (qui débutera en août 2021) à un exploitant concurrent, et ce, en contradiction avec la décision du Conseil d'Etat belge de suspendre la décision d'attribution, suivie par la décision de la commune d'Ostende d'annuler l'attribution en juin 2019 (décisions rendues suite à des anomalies constatées dans cette attribution). De nouveaux recours vont donc être engagés.

### Prochains rendez-vous :

- Information financière du 3<sup>ème</sup> trimestre : mercredi 9 septembre, après la clôture de la Bourse de Paris
- Chiffre d'affaires du 4<sup>ème</sup> trimestre : mercredi 9 décembre, après la clôture de la Bourse de Paris

*Fondé en 1973, le Groupe Partouche a su se développer afin de devenir un leader européen dans son secteur d'activité. Coté en Bourse, il exploite des casinos, un club de jeux, des hôtels, des restaurants, des centres thermaux et des golfs. Le Groupe exploite 42 casinos et emploie près de 4 000 collaborateurs. Il est reconnu pour ses innovations et ses expérimentations des jeux de demain, ce qui lui permet d'aborder l'avenir avec confiance en visant le renforcement de son leadership et la poursuite de la progression de sa rentabilité.*

*Introduit en bourse en 1995, Groupe Partouche est coté sur Euronext Paris, compartiment B. ISIN : FR0012612646 - Reuters : PARP.PA - Bloomberg : PARP:FP*

## INFORMATIONS FINANCIÈRES

Groupe Partouche  
Valérie Fort, directrice financière

Tél : 01.47.64.33.45  
info-finance@partouche.com



## Annexes

### Première application de la norme IFRS 16

La norme IFRS 16 « contrats de location » est applicable pour le Groupe à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> novembre 2019. Elle remplace la norme IAS 17 et les interprétations associées. Cette norme supprime la distinction à opérer entre les contrats de location simple, et les contrats de location financement. Tous les contrats de location, à l'exception des contrats ne dépassant pas 12 mois et des contrats portant sur des actifs de faible valeur, doivent désormais être comptabilisés au bilan du locataire par la reconnaissance d'un droit d'utilisation de l'actif loué, en contrepartie d'une dette représentant les loyers à payer sur la durée attendue du contrat de location.

Le Groupe a retenu la méthode « rétrospective simplifiée » dans sa transition, qui permet la comptabilisation d'un passif à la date de transition égal aux seuls loyers résiduels actualisés, en contrepartie d'un droit d'usage ajusté du montant de loyers payés d'avance ou en charges à payer.

#### o Impact sur le bilan

o ACTIFNET En milliers d'Euros	30 avril 2020 (*)	1 <sup>er</sup> novembre 2019
Droits d'utilisations relatifs aux contrats de location	76 790	55 236
Autres actifs non courants	(23)	(877)
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>76 767</b>	<b>54 359</b>
Autres actifs courants	(808)	(73)
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>(808)</b>	<b>(73)</b>
<b>TOTAL ACTIFNET</b>	<b>75 958</b>	<b>54 285</b>

PASSIF NET En milliers d'Euros	30 avril 2020	1 <sup>er</sup> Novembre 2019
Réserves consolidées	446	134
Résultat net, part du groupe	(58)	-
<b>CAPITAUX PROPRES GROUPE</b>	<b>388</b>	<b>134</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>	<b>(10)</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>378</b>	<b>136</b>
Dettes financières non courantes	62 514	43 115
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>62 514</b>	<b>43 115</b>
Dettes financières courantes	13 085	11 126
Fournisseurs et autres créiteurs	(19)	(91)
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>13 066</b>	<b>11 034</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>75 958</b>	<b>54 285</b>

(\*) : Les impacts au 30 avril 2020 incluent le crédit-bail immobilier Pornic anciennement retraité selon la norme IAS 17.

- Impact sur le compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT En milliers d'Euros	30 avril 2020
Achats et charges externes	7 257
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	(6 764)
Autres produits & Charges opérationnels - Courants	19
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>513</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>513</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(583)</b>
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	<b>(70)</b>
<b>DONT PART DU GROUPE</b>	<b>(58)</b>

Impact non significatif sur le résultat net consolidé

### Compte de résultat consolidé

En M€ - Au 30 avril (6 mois)	2020	2019	ECART	Var.
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>183,6</b>	<b>221,9</b>	<b>(38,3)</b>	<b>-17,3%</b>
Achats et charges externes	(68,0)	(76,2)	8,2	-10,7%
Impôts et taxes	(8,8)	(9,8)	1,0	-10,5%
Charges de personnel	(73,6)	(88,4)	14,8	-16,8%
Amortissements et dépréciations sur immobilisations	(29,0)	(21,8)	(7,2)	+64,9%
Autres produits et charges opérationnels courants	(4,0)	(2,4)	(1,6)	+20,8%
<b>Résultat Opérationnel courant</b>	<b>0,3</b>	<b>23,3</b>	<b>(23,0)</b>	<b>-98,9%</b>
Autres produits et charges opérationnels non courants	0,0	(1,9)	1,9	n/a
Résultat sur cession de participations consolidées	-	-	-	-
Dépréciation des actifs non courants	(2,7)	(0,0)	(2,7)	n/a
<b>Résultat Opérationnel non courant</b>	<b>(2,7)</b>	<b>(1,9)</b>	<b>(0,8)</b>	<b>-43,1%</b>
<b>Résultat Opérationnel</b>	<b>(2,4)</b>	<b>21,4</b>	<b>(23,8)</b>	<b>-111,3%</b>
<b>Résultat Financier</b>	<b>(0,8)</b>	<b>(0,4)</b>	<b>-0,4</b>	<b>+110,9%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(3,3)</b>	<b>21,0</b>	<b>(24,3)</b>	<b>-115,5%</b>
Impôts sur les bénéfices	1,0	(2,3)	3,3	-143,0%
Impôts de CVAE	(1,6)	(1,9)	0,3	-16,2%
<b>Résultat après impôt</b>	<b>(3,8)</b>	<b>16,9</b>	<b>(20,7)</b>	<b>-122,7%</b>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(0,1)	(0,3)	0,2	-76,6%
<b>Résultat Net Total</b>	<b>(3,9)</b>	<b>16,6</b>	<b>(20,5)</b>	<b>-123,6%</b>
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(5,3)</i>	<i>13,1</i>	<i>(18,5)</i>	<i>140,5%</i>

<b>EBITDA (*)</b>	<b>29,8</b>	<b>44,8</b>	<b>(15,0)</b>	<b>-33,5%</b>
<b>Marge EBITDA / CA</b>	<b>16,2%</b>	<b>20,2%</b>		<b>-4,0 pts</b>

(\*) compte tenu de la première application de la norme IFRS 16 sur ce semestre, qui a pour effet mécanique d'améliorer l'EBITDA de 7,3 M€.

Les achats et charges externes reculent de 8,2 M€ (-10,7 %), principalement impactés par :

- les achats de matières en recul de 3,7 M€ (-18,6 %) en lien direct avec la fermeture des établissements et la baisse du chiffre d'affaires des activités annexes ;
- la neutralisation des charges de loyers à hauteur de 7,3 M€, compte tenu de l'entrée en application de la norme IFRS 16 sur le semestre ;
- en sens inverse, l'évolution des charges de sous-traitance (+2,0 M€), principalement liée (i) à l'augmentation des charges attachées aux licences online en Belgique (+3,2 M€ de charges), corrélativement à la hausse de 3,6 M€ de chiffre d'affaires généré par cette activité (casino online et paris sportifs) et (ii) aux économies de sous-traitance (gardiennage, nettoyage) réalisées en raison de la fermeture des établissements ;
- un accroissement des charges de Pasino Bet (+1,2 M€) suite à son lancement en septembre 2019 et du casino d'Aix-en-Provence (+0,9 M€) qui était en travaux la majeure partie du 1<sup>er</sup> semestre 2019 ;
- des coûts relatifs au démarrage du casino online en Suisse prévu au cours de l'été 2020 (+0,4 M€).

Les charges de personnel s'élevaient à 73,5 M€, en recul de 14,8 M€ (-16,8 %) suite notamment aux effets de la crise sanitaire et du chômage partiel. Les indemnités perçues au titre du chômage partiel comptent pour 8,3 M€, auxquelles s'ajoutent les économies de cotisations patronales générées. Par ailleurs, la prime Macron n'a pas été renouvelée cette année (impact +0,4 M€) et l'impact net induit par la suppression du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) s'élève à -0,9 M€.

Les amortissements et dépréciations sur immobilisations progressent de 32,9% pour atteindre -29,0 M€, essentiellement impactés par l'application de la norme IFRS 16 (impact négatif de 6,8 M€) sur le semestre et le programme d'investissements soutenu réalisé sur les derniers exercices.

Les autres produits et charges opérationnels courants sont une charge nette de 4,0 M€ contre une charge nette de 2,4 M€ au premier semestre 2019, en hausse en raison de l'approche du terme du contrat de promotion immobilière à la Grande Motte (impact de -0,7 M€) et de variations de provisions.

Le résultat opérationnel non courant est impacté essentiellement par les dépréciations d'écarts d'acquisition opérées sur les casinos d'Andernos (-0,6 M€) et du Val-André (-0,5 M€), ainsi que sur le restaurant SEGR Le Laurent (-1,6 M€).

Compte tenu de ces évolutions, le résultat opérationnel s'élève à -2,4 M€ contre +21,4 M€ au S1 2019.

Le résultat financier est une charge nette de -0,8 M€ contre -0,4 M€ au S1 2019, charge doublée par l'application de la norme IFRS 16 (-0,6 M€) tandis que la baisse des frais financiers nets hors IFRS 16 se poursuit. Ceux-ci bénéficient d'un taux d'intérêt moyen semestriel légèrement plus faible.

Le résultat avant impôt est une perte de 3,3 M€ contre un bénéfice de 21,0 M€ en S1 2019.

La charge d'impôt (CVAE incluse) atteint -0,6 M€, contre -4,2 M€ au premier semestre 2019, compte tenu notamment de la baisse des impôts exigibles en raison de l'arrêt d'activité du Groupe à la mi-mars.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est un déficit de 0,1 M€ et fait suite à l'acquisition, finalisée le 29 janvier 2020, d'une participation minoritaire de 15% de la société La Pensée Sauvage Lifestyle et de trois sociétés détenues à 100 % (La Pensée Sauvage, la SCI Pierre Blanche et la SCI Plan B). Leader sur son marché, La Pensée Sauvage intervient dans des opérations de cure de détox alimentaire.

Le résultat net consolidé du semestre est une perte de 3,9 M€ contre un bénéfice de 16,6 M€ au 30 avril 2019. L'impact de l'application de la norme IFRS 16 sur le résultat net consolidé est non significatif (-0,1 M€).

## Bilan

Le total de l'actif net au 30 avril 2020 est en forte augmentation et représente 786,3 M€ contre 720,0 M€ au 31 octobre 2019, soit une hausse de 66,3 M€, dont 76,0 M€ sont liés au retraitement induit par l'application de la norme IFRS 16 sur le semestre (incluant le crédit-bail immobilier Pornic, précédemment retraité selon l'ancienne norme IAS 17). Les évolutions remarquables de la période sont les suivantes :

- Une hausse des actifs non courants de 56,6 M€ en raison principalement de l'impact de la première application de la norme IFRS 16 (+54,4 M€), auxquels s'ajoutent les mouvements de l'actif net immobilisé retraité selon la nouvelle norme (acquisitions, dotations aux amortissements...), de la prise de participation

dans les sociétés mises en équivalence du pôle La Pensée Sauvage, et des autres actifs non courants (+1,6 M€, dont notamment des remboursements de prélèvements à recevoir au casino d'Aix-en-Provence au titre des mécanismes des MAQ et de l'article 34 pour 1,0 M€). En sens inverse, on notera la diminution du poste « Ecarts d'acquisition » pour 2,7 M€, liée principalement à la dépréciation des goodwill de certaines UGT sensibles enregistrée sur le semestre.

- Une augmentation des actifs courants de 9,7 M€, principalement due à une hausse du poste clients et autres débiteurs de 8,1 M€ (dont 6,1 M€ d'augmentation de créances sur organismes sociaux dues aux indemnités de chômage partiel à recevoir dans le cadre de la crise Covid-19 et 2,3 M€ d'indemnité à recevoir de la commune de la Trinité-sur-Mer pour les actifs de l'ancien casino) ainsi qu'une épargne de trésorerie de 2,3 M€.

Au passif, les capitaux propres, intérêts minoritaires inclus, passent de 391,9 M€ au 31 octobre 2019 à 384,1 M€ au 30 avril 2020. La dette financière augmente de 60,8 M€. Il convient de prendre en considération :

- l'enregistrement des dettes de loyers au titre de l'obligation de paiement des loyers prévu dans la nouvelle norme IFRS 16 (75,6 M€ de dette IFRS 16 en clôture, incluant entre autres 54,2 M€ d'impact de 1<sup>ère</sup> application de la norme, la mise en place d'un nouveau crédit-bail immobilier de 11,2 M€ pour les locaux du siège du Groupe, traité en dettes financières selon cette norme, et le crédit-bail-immobilier de Pornic, déjà positionné en dettes financières au titre de l'ancienne norme IAS 17) ;
- l'échéance trimestrielle du crédit syndiqué réglée le 31 janvier 2020 à hauteur de -2,7 M€, ainsi que le remboursement des autres emprunts bancaires pour -4,1 M€ ;
- le report des échéances (en capital et, pour une majorité, en intérêts) de 6 mois des dettes bancaires du Groupe et des crédits-baux immobiliers pour un montant de 11,8 M€ ;
- la mise en place de nouveaux crédits bancaires pour +5,3 M€.

## Structure financière – Synthèse de l'endettement net

La structure financière du groupe peut être appréciée à l'aide du tableau suivant (construit en conformité avec les termes du contrat du crédit syndiqué, selon l'ancien référentiel IAS 17, hors IFRS 16) :

En M€	30/04/2020	31/10/2019	30/04/2019
<b>Capitaux propres</b>	384,1	391,9	382,9
<b>Endettement brut (*)</b>	168,8	159,3	157,5
<b>Trésorerie nette des prélèvements</b>	78,9	86,6	67,0
<b>Endettement net</b>	89,9	72,8	90,6
<b>Ratio Endettement net / Capitaux propres (« gearing »)</b>	0,2x	0,2x	0,2x
<b>Ratio Endettement net / EBITDA consolidé (« effet de levier ») (**)</b>	1,7x	1,0x	1,3x

(\*) La notion d'endettement brut comprend les emprunts bancaires, les emprunts obligataires et crédit-baux retraités, les intérêts courus, les emprunts et dettes financières divers, les concours bancaires et les instruments financiers.

(\*\*) L'EBITDA utilisé pour le calcul de l'« effet de levier » est calculé sur une période de 12 mois glissants, selon l'ancienne norme IAS 17 (c'est-à-dire avant application de la norme IFRS 16), à savoir 54,3 M€ au 30/04/2020, 75,7 M€ au 31/10/2019 et 69,4 M€ au 30/04/2019.

## Lexique

Le « Produit Brut des Jeux » correspond au résultat des différents jeux opérés, après le paiement des gains des joueurs. Cette somme est débitée de « prélèvements » (État, communes, CSG, CRDS).

Le « Produit Brut des Jeux » devient après prélèvements le « Produit Net des Jeux », soit une composante du chiffre d'affaires.

Le « Résultat Opérationnel Courant » (ROC) regroupe l'ensemble des charges et produits directement liés aux activités du Groupe dans la mesure où ces éléments sont récurrents, usuels ou habituels du cycle d'exploitation ou qu'ils résultent d'événements ou de décisions ponctuels liés aux activités du Groupe.

L'« Ebitda consolidé » (EBITDA) est composé du solde des produits et charges composant le résultat opérationnel courant, à l'exclusion des amortissements et des provisions liés au cycle d'exploitation et des éléments ponctuels liés aux activités du Groupe inclus dans le résultat opérationnel courant mais exclu de l'Ebitda de par leur caractère non récurrent.